



## AIPAC, droite religieuse et politique étrangère usaméricaine

Par [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Mondialisation.ca, 27 août 2006

[thenewamericanempire.com](http://thenewamericanempire.com) 27 août 2006

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et  
Afrique du Nord](#)

« La plupart des citoyens sont ignorants du fait effrayant que pendant des années notre politique US au Moyen-Orient n'a pas été façonnée par des experts chevronnés dévoués aux intérêts nationaux fondamentaux de l'Amérique. »

Paul Findley, membre Républicain du Congrès US, (1961-83)

« Grâce à Dieu nous avons l'AIPAC, le plus grand supporter et ami que nous ayons au monde »

Ehud Olmert, le Premier Ministre de l'Israël

« Ou bien je définis la politique sur le Moyen-Orient ou bien c'est l'AIPAC qui le fait. »  
Zbigniew Brzezinski, conseiller à la National Security de l'administration Carter



Personne ne peut comprendre ce qui se passe politiquement aux USA sans être conscient qu'une coalition politique, des principaux groupes pro-Likoud, des intellectuels néo-conservateurs proisraéliens et des sionistes chrétiens, exerce une influence terriblement forte sur le gouvernement US et ses politiques. Avec le temps, ce vaste lobby proisraélien, dont le fer de lance est l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), a étendu l'ensemble de son emprise sur de grandes parties du gouvernement US, y compris le bureau du vice-Président, le Pentagone et le Département d'État, en plus du contrôle de l'appareil législatif du Congrès. Il est assisté dans sa tâche par de puissants alliés au sein des deux principaux partis politiques, des grands médias et quelques boîtes à idées (« think-tanks ») richement financés, comme l'American Enterprise Institute, la Heritage Foundation, ou le Washington Institute for Near East Policy.

L'AIPAC est la pièce maîtresse de ce système coordonné. Par exemple, il garde les statistiques des votes sur chaque représentant de la Chambre et du Sénat, qui sont ensuite communiquées aux donateurs politiques pour qu'ils agissent en conséquence. L'AIPAC organise aussi régulièrement des voyages tous frais payés en Israël et des rencontres avec des ministres israéliens et des personnalités pour les membres du Congrès et leur personnel, et pour d'autres politiciens actifs au niveau des États ou localement. Ne pas recevoir cet imprimatur est un handicap majeur pour tout politicien usaméricain ambitieux, même s'il peut compter sur une fortune personnelle. À Washington, afin d'avoir un meilleur accès aux décideurs, le Lobby a même développé la coutume de recruter le personnel pour

les bureaux des sénateurs et des membres de la Chambre. Et, quand les élections arrivent, le Lobby s'assure que les politiciens tièdes, enclins à l'indépendance, ou dissidents, soient punis et battus. C'est une source d'un tel pouvoir politique, par le financement des campagnes et la propagande dans les médias, qu'aucun politicien US ne peut oser ignorer ses demandes sans craindre d'être détruit. Comme le chroniqueur vétéran Robert Novak l'a récemment signalé, grâce à l'influence de l'AIPAC et du Lobby, « Washington demeure en grande partie une zone bipartite et sans critique pour l'Israël. »

C'est compréhensible. — Les techniques de l'AIPAC sont si efficaces qu'on peut facilement avoir l'impression que c'est « un gouvernement parallèle » à Washington DC. Selon les mots de son président, Howard Friedman, consignés dans un bulletin prétentieux au-delà de toute mesure destiné aux sympathisants, il se fonde en particulier sur deux techniques :

1 - « L'AIPAC rencontre chaque candidat en course pour le Congrès. Ces candidats reçoivent des briefings détaillés pour les aider à comprendre complètement la complexité de la fâcheuse situation d'Israël et de l'ensemble du Moyen-Orient. Nous demandons même à chaque candidat d'écrire un 'papier de position' sur leurs vues des rapport été, leur position à ce sujet est ainsi claire. »

2 - « Les membres du Congrès, le personnel et les fonctionnaires de l'administration, sont amenés à dépendre des mémos de l'AIPAC. Ce sont des gens très occupés et ils savent qu'ils peuvent compter sur l'AIPAC pour des analyses clairvoyantes. Nous présentons ces informations sous forme concise aux fonctionnaires élus. Les informations et les analyses sont irréfutables, - après tout, notre réputation est en jeu. Cela a pour conséquence une politique et une législation qui assurent la survie d'Israël. »

Je doute de qu'il y ait un quelconque pays démocratique au monde où les candidats doivent passer une mise à l'épreuve idéologique décisive pour avoir une chance d'être choisis comme candidats et d'être élus. Ainsi, qui pourrait blâmer l'AIPAC d'être convaincu qu'il tient en laisse le Congrès US ? Si l'AIPAC étaient une entreprise, il pourrait être l'objet d'une Federal Trade Commission (FTC = Commission fédérale du commerce), une enquête fédérale anti-trust et anti-cartel pour accaparement du marché.

Par conséquent, il ne devrait pas être surprenant que, à Capitol Hill, « le Lobby » semble mener la barque, à un point tel que son contrôle presque complet de la politique étrangère US et d'autres politiques, comme celle de la Défense, sont devenues l'équivalent d'une plaisanterie. Nous ne sommes pas témoin ici du consensus, mais plutôt d'une situation équivalente à l'unanimité dans le désir d'aligner les politiques US sur les politiques israéliennes, chaque fois que les intérêts d'Israël au Moyen-Orient sont en jeu. Un pays totalitaire ne fonctionnerait pas autrement. L'AIPAC a une telle emprise sur Washington que quelquefois on peut être pardonné de confondre Tel-Aviv et Washington DC. Un exemple récent : l'AIPAC a rédigé une résolution de soutien à Israël dans ses bombardements sauvages et illégaux sur le Liban. Le 20 juillet 2006, la résolution fut votée à l'unanimité par les 100 membres du Sénat, et le vote de la Chambre fut de 410 à 8. L'affaire est entendue.

Pendant de nombreuses années, l'influence du Lobby resta indécélable, ignorée ou dissimulée par les médias qu'il contrôlait et par la plupart des commentateurs. Pourtant, le 10 mars 2006, deux respectés spécialistes usaméricains, les professeurs Stephen Walt de l'Université de Harvard et John Mearsheimer de l'Université de Chicago publièrent une étude dans The London Review, intitulée The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy (à lire en français

sur

<http://www.ism-France.org/news/article.php?id=4470&type=analyse&lesujet=Sionisme> ), au sujet de l'influence disproportionnée que ce lobby d'intérêts particuliers a sur la politique étrangère US. Elle dit que l'AIPAC est « l'organisation la plus puissante et la plus connue » d'un lobby proisraélien qui fausse systématiquement la politique étrangère US. L'étude concluait qu'Israël avait joué un rôle majeur pour pousser l'administration Bush dans la guerre contre l'Irak, et elle arguait du fait que l'influence du lobby proisraélien sur la politique étrangère US était mauvaise tant pour l'Israël que pour les USA. Après cela, personne ne pourra feindre d'ignorer l'influence corrosive de ce puissant lobby sur la politique étrangère US.

Un autre exemple du type de pouvoir que le Lobby détient de nos jours à Washington DC est son succès dans l'établissement au sein du Département d'État, avec l'argent des contribuables, d'une agence d'intérêts particuliers, appelée l'Office of global anti-Semitism. Dans un mouvement qui fait penser à ce qui s'est produit pendant les siècles passés sous des régimes totalitaires, cette nouvelle « agence » est totalement consacrée à la surveillance autour du monde des cas, entre autres choses, de critique d'Israël ou des politiques US proisraéliennes. La création de ce nouveau département d'Inquisition a été autorisée par une loi, [H.R. 4230], que le Président George W. Bush a signé le 16 octobre 2004. Qui dit que la réalité n'est pas plus étrange que la fiction !

Les fameux Sionistes Chrétiens ont aussi une importante influence sur la politique étrangère US, spécialement pour ce qui touche au Moyen-Orient. Leur propagande a si bien réussi qu'aujourd'hui, quarante pour cent des Usaméricains croient qu'Israël a directement été donné au peuple juif par « Dieu ». Un tiers des Usaméricains croient même que la création de l'État d'Israël, en 1948, après une campagne terroriste contre la Grande-Bretagne, fut une étape vers le « Second Avènement de Jésus Christ » et la « Fin des Temps ». Pour les plus fanatiques d'entre eux, la « guerre contre le terrorisme » signifie, quelle qu'elle soit, une guerre de religions entre la chrétienté et l'Islam. Avec des idées pareilles, le monde est rejeté quatre siècles en arrière, puisque la dernière guerre de religions, la Guerre de trente ans entre Protestants et Catholiques européens, sévit de 1618 à 1648.

De nos jours, la droite religieuse US a son propre bureau d'intérêts particuliers au Département d'État. Il est appelé Office of International Religious Freedom (Bureau pour la liberté religieuse internationale), et sa mission principale est de se mêler des affaires internes d'autres pays. Une telle agence d'État semblera aller à l'encontre du « mur de séparation » entre l'Église et l'État que le Président Thomas Jefferson pensa avoir érigé avec le Premier Amendement à la Constitution US. De telles incursions gouvernementales dans les sujets religieux sont financées par l'État, en plus de l'Office of Faith-Based and Community Initiatives (Bureau pour les initiatives confessionnelles et communautaires) que l'administration Bush créa peu après sa prise de fonction. — Depuis que l'occupant actuel de la Maison Blanche est un Chrétien né à nouveau qui héberge des idées qui sont proches de celles avancées par la droite chrétienne US, cela ne devrait pas trop étonner si la politique de l'administration Bush au Moyen-Orient a de très fortes colorations religieuses.

Dans tout gouvernement, on doit regarder derrière les rideaux pour voir qui tire vraiment les ficelles et qui oriente les politiques. Dans le cas de l'administration Bush-Cheney, on se doit d'être au courant au sujet du Lobby et de la « Droite religieuse ». Sans cette connaissance, on ne pourra pas comprendre la direction prise par certaines politiques.

*Rodrigue TREMBLAY est professeur émérite de sciences économiques à l'Université de*

*Montréal. C'est un ancien président de la North American Economics and Finance Association, et un ex-président de la Société canadienne d'économique. Il a reçu en 2004 le Prix Condorcet de philosophie politique. M. Tremblay a été député du comté de Gouin, à Montréal, de 1976 à 1981, et a été ministre de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement du Québec (1976-1979).*

Original : <http://www.thenewamericanempire.com/tremblay=1033.htm>

Traduit de l'anglais par Pétrus Lombard, membre associé, et révisé par Fausto Giudice, membre de Tlaxcala

Illustration : Le drapeau US vu par David Baldinger, USA Source : [www.irancartoon.com](http://www.irancartoon.com)

La source originale de cet article est [thenewamericanempire.com](http://thenewamericanempire.com)

Copyright © [Prof Rodrigue Tremblay, thenewamericanempire.com](http://thenewamericanempire.com), 2006

---

Articles Par : [Prof Rodrigue Tremblay](http://thenewamericanempire.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)